

Nombreuses inquiétudes des salariés du ferroviaire

Le ferroviaire, c'est 15 000 emplois, dans les Hauts-de-France. Dont les deux tiers dans le Valenciennois. La fusion de Bombardier par Alstom inquiète les syndicats qui ont organisé une visioconférence la semaine dernière. « Les choses commencent à bouger », et pas forcément dans le bon sens.

PAR VINCENT TRIPIANA
valenciennes@lavoixdunord.fr

VALENCIENNOIS. Chaque année, à l'initiative de Force Ouvrière, une conférence réunit syndicalistes du secteur ferroviaire (CFE-CGC, CGT, SUD et FO) et politiques. Cette année, les discussions ont tourné autour de la fusion Alstom-Bombardier qui inquiète beaucoup en termes d'emploi. La semaine dernière, cette conférence a réuni des représentants du personnel des deux usines de Petite-Forêt et

« On ne connaît aucun cas de figure où une fusion n'a pas été suivie de restructurations. »

Crespin, ainsi que ceux des sous-traitants. De 140 à 200 entreprises travaillent à l'ombre des deux géants ! Étaient également représentés le député Fabien Roussel et la Région.

« Le rachat de Bombardier par Alstom, ce n'est pas neutre, explique Vincent Jozwiak (FO). Les choses commencent à bouger. On parle de prêt de personnel. On ne connaît aucun cas de figure où une fusion n'a pas été suivie de restructurations. Les problèmes vont seulement arriver : »

« DES SERVICES POURRAIENT ÊTRE SACRIFIÉS »

Ces problèmes, ce sont par exemple les doublons. Quel intérêt à un patron de garder deux



Chez Alstom comme chez Bombardier, les salariés se posent de nombreuses questions. PHOTO ARCHIVES PIERRE ROUANET

services identiques dans deux usines éloignées de quelques kilomètres ? C'est la crainte des salariés de Bombardier qui étaient en grève, la semaine dernière à Crespin : « On ne veut pas devenir l'atelier de Petite-Forêt ! » « Les "synergies" attendues, le sort des doublons entre Alstom et Bombar-

dier, la proximité entre Petite-Forêt et Crespin... », voici les craintes énumérées lors de la conférence. « Des services pourraient être sacrifiés », s'inquiète Fabien Roussel.

Sur la table également, la décision d'Alstom, dès le rachat de Bombardier effectué le 29 jan-

vier, d'abandonner le contrat du RER B parisien. « À peine arrivés dans le groupe, cette histoire tombe sur les collègues de Crespin ! », se souvient Vincent Jozwiak. Dans un silence assourdissant de la part de l'État ! Une « guerre nulle et ridicule », selon Fabien Roussel, qui rencontrera

la semaine prochaine le nouveau patron de Bombardier : « Je souhaite connaître ses intentions pour le site de Crespin. » « Il se passe toujours quelque chose dans le ferroviaire », rappelle Vincent Jozwiak. À ce point-là, c'est tout de même inédit. ■

Quant aux sous-traitants...

La question du sort des sous-traitants est posée, lorsque les organisations syndicales évoquent « la situation de dépendance dans laquelle vont se trouver des sous-traitants vis-à-vis du futur Alstom ». Il existe une règle, celle des 30 % de parts de marché : un sous-traitant ne peut pas réaliser plus de 30 % de son chiffre d'affaires avec un donneur d'ordre. Une disposition créée afin de protéger les sous-traitants d'une dépendance à un client. « Demain, si Alstom et Bombardier ne forment qu'une seule entité, prévient Fabien Roussel, ces sous-traitants vont être en difficulté, ils vont devoir réduire la part de travail. » Hiolle, Sirail, Compin, Trigo, MTM, Deprecq, ils sont nombreux, dans le Valenciennois, à travailler pour le ferroviaire. ■



Hiolle, Sirail, Compin, Trigo, MTM, Deprecq, ils sont nombreux, dans le Valenciennois, à travailler pour le ferroviaire.